

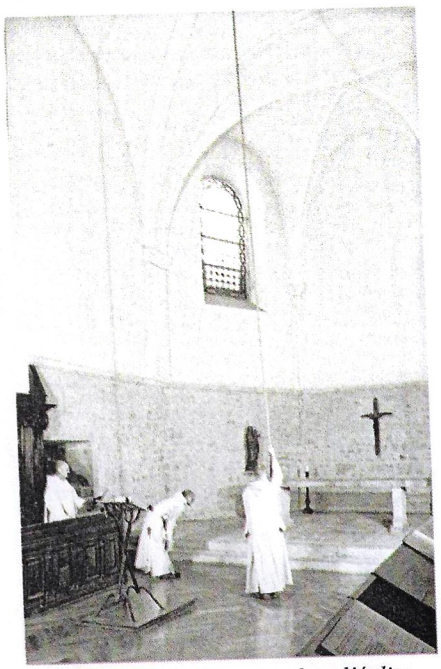
Les armoiries de Thierry d'Hireçon et du couvent des Pères chartreux du Val Saint-Esprit

monastère cartusien, lui suggéra d'ériger une Chartreuse sur le lieu de l'exécution, s'offrant même, si elle y consentait, à la bâtir à ses propres frais. Avec son agrément, il se mit rapidement à l'œuvre et dès l'arrivée des premiers religieux en 1320, les apparitions cessèrent. Le site prit alors le nom de « Val Saint-Esprit ».

La construction de la Chartreuse et de ses treize cellules s'acheva en 1320 mais l'église du couvent ne fut consacrée que le 1 octobre 1324 par l'Evêque d'Arras, sous le vocable de « *Saint-Georges* ». Thierry d'Hireçon est le fondateur officiel de la chartreuse du Val Saint-Esprit, qui, selon la tradition cartusienne, a adopté les armoiries de son fondateur « *écartelé aux 1er et 4é de sable au loup d'or et aux 2é et 3é d'argent à 3 macles de gueules posées en 2 et 1* ». Il y fut inhumé en novembre 1328, dans un caveau de marbre, porté par 4 lions, face au maître-autel de l'église du couvent, et y reposa jusqu'à la Révolution Française.

Après la mort de son chambellan, la comtesse Mahaut, prit « *les solitaires* » sous sa haute protection et leur fit des dons importants en terres et en argent. Elle fut relayée par un grand nombre de bienfaiteurs, dont les plus puissants furent Isabelle, femme de Philippe le Bon et mère de Charles le Téméraire, Philippe IV roi d'Espagne, Charles Quint et le Roi de France Louis XIV.

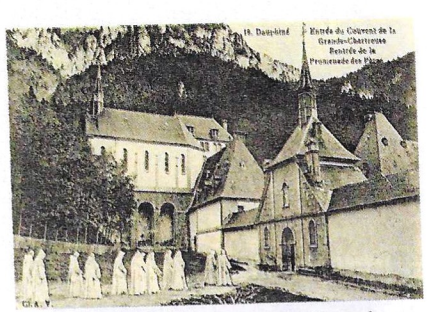
Les vocations n'ont jamais manqué pour cette maison qui accueillit de nombreux religieux entre 1320 et 1791. L'un d'eux, Pierre Marnef de Leyde, prieur du Val Saint-Esprit (1512-1540), fut élu « *général de l'Ordre* » (1540-1546) et beaucoup d'autres se virent confier des charges plus modestes, mais non moins importantes, telles que « *visiteur de la Province* », « *prieur* » ou « *officier* » d'une des maisons cartusiennes.



Entrée des Pères chartreux dans l'église de Portes (Ain)

Si la communauté du Val Saint-Esprit profita des largesses de nombreux donateurs, elle eut parfois à souffrir de la haine de quelques voisins, parmi lesquels, Philippe de Courteville, seigneur de La Buissière. Violent, il allait souvent, accompagné de ses gens, faire du vacarme à la porte du monastère, blasphémant et criant, « *ces vilains moines valent pis que tout, on les devrait chasser hors du pays* ». En 1535, il s'en vint agresser les Pères procureur et prieur, au sein même de la chartreuse. L'incident fut porté par le prieur devant le Conseil d'Artois qui convoqua le fautif pour y être jugé. Il eut été condamné à mort, si le même prieur n'était intervenu en sa faveur, déclarant que « *ce gentilhomme était catholique* »...rappelle la chronique de la maison.

Comme tous les autres monastères cartusiens, le Val Saint-Esprit a bénéficié jusqu'à la Révolution française, du droit de Justice au sein de la communauté. Il disposait, à ce titre, d'une prison, constituée de cellules où étaient détenus frères ou pères, pris en flagrant délit de sortie sans autorisation, de faire de l'alchimie, d'avoir de l'argent sur eux ou d'entretenir des relations avec les femmes. Dans sa cellule, d'environ 12 m2, le pénitent ne disposait que d'une table et d'un lit, mais un regard aménagé dans l'épaisseur du mur ou de la voûte, lui permettait d'avoir vue sur une chapelle et de suivre l'Office.



Retour du « spatiement » à la Grande Chartreuse (Isère)

Si beaucoup de profès du Val Saint-Esprit sont demeurés de pieux et anonymes religieux, une infime minorité d'indésirables laissa un souvenir douloureux sur les cartes du Chapitre Général,

- le Chapitre général de 1434 traite du cas de Dom Jean de Busco, « *incarcéré à la maison de Gosnay les moines, comme il l'a bien mérité. Qu'il demeure en prison* ».

- l'année 1611, est marquée par un grave incident. Dom Pierre Natier, moine profès de la maison, jadis procureur de celle de Notre Dame des prés à Neuville sous Montreuil (1577), *« de longtemps détenu en prison, et au jugement de plusieurs comme presque insensé et aliéné de son bon et raisonnable sens et jugement »* blesse mortellement d'un couteau, Wallerand Leleu, serviteur du couvent, venu lui servir son repas. Emue, la communauté prit aussitôt la décision d'indemniser la veuve et ses enfants d'une somme de 150 florins, *« plus deux pains bizets par semaine »*.

- le soir du 9 octobre 1618, sur le chemin d'Hesdigneul les Béthune à son monastère, frère Ferry Pesqueur, chartreux du Val Saint-Esprit, âgé de 28 ans, donne un coup de couteau mortel à Gérard Doullet, tavernier à Gosnay, qui le poursuivait de sa haine depuis plus d'un an. Après dix mois de prison et d'abstinence au Val Saint-Esprit, il fut, sur l'ordre de ses supérieurs, contraint de se défroquer *« avec une lettre de rémission de ses supérieurs »*.

- le dernier cas d'indiscipline connu est celui de Dom Martin Blocquet, exilé 5 années à Tournai après avoir subi 7 années de prison au Val Saint-Esprit, pour *« crime d'évasion »*. Renvoyé à Gosnay en 1648, il y est décédé en 1673.

Ces quelques anecdotes ne sauraient faire oublier d'autres périls, beaucoup plus graves, que la chartreuse eut à surmonter. Parmi ceux-ci,

- l'épidémie de peste de 1417 décima la communauté, (Dom Jean David, recteur de la maison et 6 de ses frères de religion).

Si la dernière épidémie de 1636 emporta 35 personnes du village dont la population n'atteignait pas la centaine d'habitants, les deux couvents de Gosnay, réfugiés à Béthune, semblent par contre avoir été épargnés.

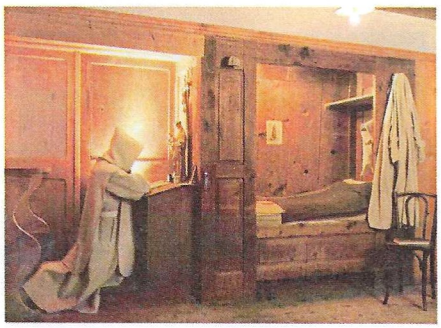
- les guerres.

Au fil des siècles, l'Artois a toujours été le théâtre de conflits militaires dont les conséquences étaient désastreuses pour les populations. Chaque passage de troupes, qu'elles soient françaises, espagnoles, flamandes ou anglaises, laissait les villages pillés et les récoltes anéanties.

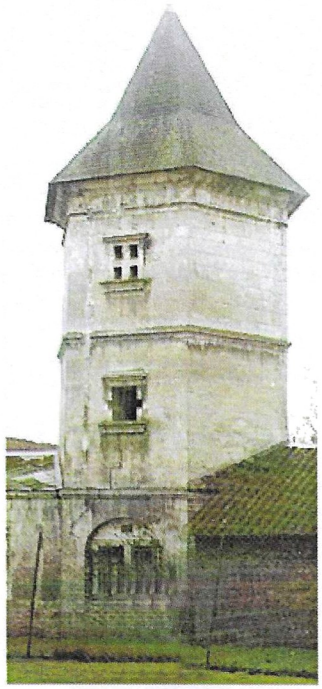
Les communautés du Val Saint-Esprit et du Mont Sainte-Marie n'avaient alors pour seul recours que de se replier en leur refuge qu'elles possédaient dans Béthune où elles demeuraient parfois plusieurs années, attendant que la paix revienne et que les réparations ou reconstructions des bâtiments soient terminées.

Le refuge des Pères chartreux était situé à l'angle des rues du Carnier et des Petits Becquereaux. Il voisinait avec celui de l'abbaye du Mont Saint-Eloi et était composé de trois grandes maisons, d'une cour avec un grand bâtiment dans le fond et de douze cellules avec leurs jardins. C'était une véritable chartreuse qui était louée à des particuliers en temps de paix.

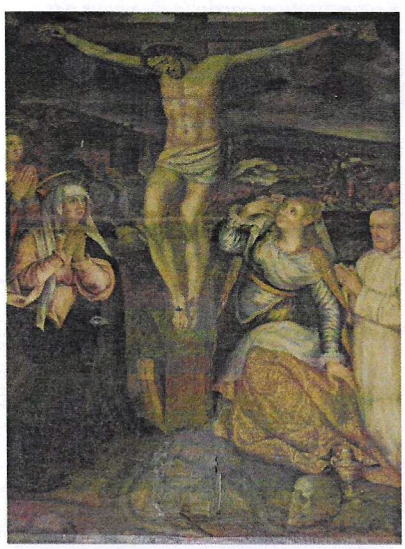
Au cours d'un conflit armé entre la France et l'Espagne, le Val Saint-Esprit fut pillé en 1635. La communauté rencontra alors de telles difficultés matérielles et financières qu'elle fut contrainte d'engager une requête auprès du Conseil d'Artois, pour obtenir la remise d'impôts arriérés, dont la formulation est significative de la situation *« la pauvreté et la misère sont engendrées par les sièges, prises et reprises des places militaires et le pillage des habitations par les différentes armées qui passent »*. Plusieurs religieux durent être envoyés dans d'autres maisons de la Province et en 1646, les visiteurs de la Province n'y trouvaient encore qu'une communauté réduite à 9 pères et 2 frères.



Un Père chartreux au « Cubiculum »



Le pigeonnier des chartreux de Gosnay



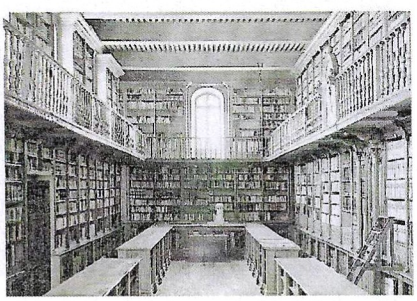
Crucifixion dans l'église paroissiale de Gosnay ; toile offerte par la Chartreuse de Valenciennes aux moniales chartreuses de Gosnay en 1787



L'escalier monumental du prieur de Neuville sous Montreuil (Pas de Calais)



Reconstitution partielle du vivier des chartreux dans le parc de l'hôtel de la Chartreuse du Val Saint-Esprit



La bibliothèque de la Grande Chartreuse

Un jeune prieur, Dom Bernard Pomart (1642-1652), profès de Valenciennes, releva vigoureusement l'état matériel du couvent, doublant le nombre des garçons de ferme et décuplant les troupeaux de moutons et de porcs. Economiquement relancé, un bon nombre de bâtiments du monastère bénéficièrent de travaux de restauration et l'église du couvent fut entièrement reconstruite. Bénie le 31 décembre 1704 par Jacques Paillart, grand vicaire d'Arras, elle ne fut pourtant consacrée que bien plus tard, en raison d'un nouveau conflit militaire meurtrier entre 1701 et 1713, aux conséquences économiques désastreuses pour le pays.

La coalition des alliés, Impériaux, Anglais et Hollandais, franchit la frontière française en 1706, s'empare de Lille en décembre 1708 et envahit l'Artois, à peine sorti d'un hiver extrêmement rigoureux qui avait considérablement affaibli les populations. De nombreux témoignages attestent de la cruauté des combats en Artois, tel celui du curé de Rouvroy sur son registre paroissial, *"Le 22 avril 1710 est arrivé la désolation de l'église et de la paroisse comme aussi des circonvoisines par les alliés allant faire le siège de Douai. Ils nous ont dépouillé les uns tous nus, les autres en partie, et nous ont chassé trois mois entiers que dura le siège. Le 27 juillet 1710, on a recommencé à dire la messe."* Au cours du siège d'Aire sur la Lys, les français perdirent 3000 hommes et 250 officiers alors que les alliés convenaient de la perte de 11 000 hommes...

L'historien local Eugène Béghin décrit le siège de Béthune par les Hollandais, " *Le 15 juillet 1710, les paysans de Beuvry préviennent les habitants de Béthune que 32 bataillons anglo-hollandais se sont déployés sur les territoires de Noeux, Labeuvrière et Gosnay. Vers 2 heures de l'après midi, plusieurs escadrons de Hollandais apparaissent sur les hauteurs de la Chartreuse de Gosnay, de part et d'autre de la route de Saint Pol. Le siège de Béthune commence par l'encerclement complet des remparts de Béthune et l'occupation des villages de Verquigneul, Verquin, Fouquières, Beuvry et Annezin. Les Hollandais, voulant saigner l'inondation qui servait de moyens de défense en inondant les fossés des fortifications et les terrains adjacents, exécutèrent dés le 16, d'énormes travaux de terrassement pour détourner la Lawe dés Gosnay, afin d'étancher les "inondations .... Le siège dura jusqu'à la capitulation de Dupuy-Vauban le 29 août à 16 heures. La bataille avait fait 1500 victimes dans Béthune et 3300 du côté des assaillants*". Les récoltes n'ayant pu être sauvegardées dans les campagnes avoisinantes, une nouvelle disette fut déplorée l'année suivante.

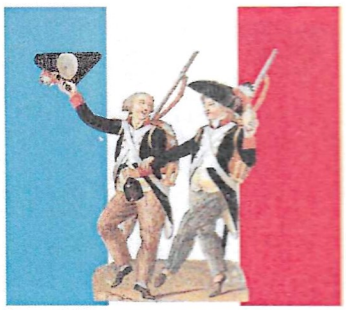
Dès l'annonce du conflit, les Pères chartreux avaient quitté leur maison pour se réfugier dans Béthune. Le pillage de leur couvent par les troupes, fut tel qu'il nécessita une nouvelle fois, d'importants et coûteux travaux de reconstruction avant que le Val Saint-Esprit ne retrouve une vie monastique.

Quelques décennies plus tard, la Révolution française vint surprendre la communauté. Basée sur la souveraineté absolue de l'Etat, elle relayait un courant anticlérical qui balayait déjà l'Europe. Depuis le début du XVIIIè siècle, les choses allaient de mal en pis pour l'Ordre qui avait perdu 44 maisons et déploré aucune nouvelle fondation. En1782, 24 autres chartreuses furent détruites par l'empereur d'Autriche en Lombardie, Autriche et Flandres. En 1789, l'Ordre ne comprenait plus que 126 chartreuses, dont 71 en France, pour 1144 Pères chartreux.

La fidélité à l'esprit de l'Ordre, de la part des chartreuses de la province de Picardie, explique sans doute la raison pour laquelle aucune d'entre elles ne manifestait, à la veille de la Révolution, des signes de décadence pourtant patents en d'autres monastères. De plus, aucune de ces maisons ne présentait des difficultés de recrutement. On recensait d'ailleurs en 1790,

- 13 pères et 2 frères donnés à la Chartreuse de Longuenesse
- 16 pères et 4 frères donnés à la Chartreuse de La Boutillerie à Fleurbaix
- 12 pères et 1 frère donné à la Chartreuse des moines de Gosnay
- 3 pères, 20 religieuses et 12 données à la Chartreuse des moniales de Gosnay

Si l'actuel Pas de Calais dénombrait alors une cinquantaine d'abbayes, on trouvait aux environs de Béthune, outre les deux chartreuses de Gosnay, les abbayes d'Annay (Cisterciens), Ham en Artois (Bénédictins), Chocques, Mont Saint-Eloi et Hénin-Liétard (Saint Augustin), Houdain (Dominicaines), mais aussi les prieurés de Beuvry, Houdain (2), Labeuvrière, Rebreuve, etc. qui, toutes et tous, allaient disparaître en moins de trois ans.



Le drapeau républicain

Les événements révolutionnaires

L'église est d'abord déclarée « *fléau de la nation, ennemi de la science et de tout progrès matériel* », puis, l'Assemblée Nationale s'en prend à la hiérarchie ecclésiastique, au Pape, aux Evêques et aux Curés, mais surtout aux Moines.

- le décret du 28 octobre 1789 suspend les vœux monastiques et interdit aux abbayes d'exploiter leurs terres par elles-mêmes.
- le 2 novembre 1789, "*La confiscation des biens de l'église, abbayes, couvents et clergé régulier* » est prononcée.
- les 19 et 21 décembre 1789, l'abolition des Ordres religieux est décidée et les vœux monastiques, considérés comme servage à vie, sont supprimés.



Robespierre, leader révolutionnaire, dit « l'incorruptible », guillotiné en 1794

Les Chartreux, surpris par ces agitations, pensaient, à tort, être épargnés mais le vaste courant, organisé contre l'église en général, les concernait aussi. Tous leurs biens furent inexorablement liquidés et même les objets d'art qui embellissaient les églises furent vendus à vil prix et dispersés de tous côtés. Une infime partie du mobilier échappa à la destruction par la générosité de quelques familles qui s'en portèrent acquéreur en vue de les restituer aux églises paroissiales quelques années plus tard.

La toute jeune municipalité de Gosnay, représentée par son maire, le meunier Annebicque, deux officiers municipaux (Delplancque et Jacques Mercier), le procureur de la Commune (Mongy) et le secrétaire greffier (Seneschal), procède du 28 au 31 mai 1790 à l'inventaire des biens de la chartreuse du Val Saint-Esprit. Le procès-verbal fait mention d'une église ornée décemment d'une boiserie de 14 pieds de haut, d'une grille à la porte du choeur et de 10 grands tableaux encadrés. Le quartier des hôtes comprenait 5 chambres dont une était réservée à l'Evêque. La sacristie, le réfectoire des religieux, la cuisine et la brasserie y sont déclarés « *tous équipés modestement* ». Les étables hébergeaient, « *11 chevaux, 23 vaches, 1 taureau, 3 génisses et des porcs* » et les religieux déclaraient 24 231 livres de revenus et 15 506 livres d'arrérages.

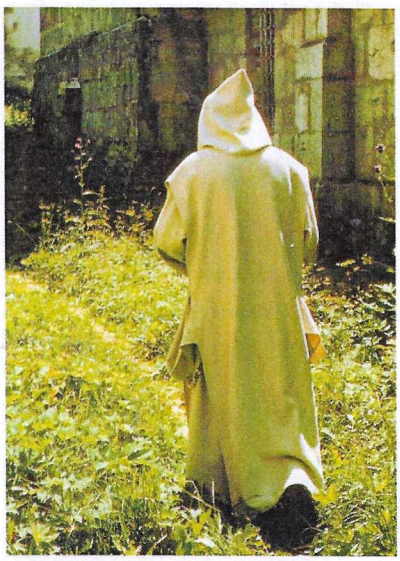


Le serment Républicain

D'autres mesures, prononcées courant 1790, visent toutes à préparer la disparition définitive des ordres religieux en France.

- Le décret du 25 septembre 1790, s'en prend aux habits religieux "*les costumes particuliers des Ordres religieux demeurent abolis et en conséquence, chaque religieux sera libre de se vêtir comme bon lui semblera.*"
- Le 14 octobre 1790, la chartreuse de Notre Dame des sept douleurs de la Boutillerie prés de Fleurbaix est désignée comme maison refuge des Chartreux du Nord de la France. L'article IV du décret précisait " *il sera assigné aux dites maisons un traitement annuel à raison du nombre de religieux qui y résiderait, lequel traitement sera proportionné à l'âge des religieux et en tout conforme aux traitements décrétés pour ceux qui sortiront de leur maison soit,*

- plus de 50 ans,	*1000 livres*	*- moins de 50 ans,*	*900 livres*
- le prieur percevra	*1200 livres*	*- le frère donné*	*400 livres ».*



Un chartreux en déplacement dans son couvent

- Le 9 septembre 1791, l'ensemble des chartreux du Val Saint-Esprit quitte Gosnay pour rejoindre la maison refuge de la Boutillerie (à l'exception de deux d'entre eux). Les 44 Pères chartreux (14 de La Boutillerie, 9 de Gosnay, 7 de Douai, 8 de Saint Omer, 5 de Valenciennes et 1 de Vervins) et les 4 frères de Saint Omer et de Douai qui y vivaient en sont expulsés entre le 27 et le 30 septembre 1792.

La grande majorité des chartreux de Gosnay est demeurée dans la région. Certains regagnèrent leur famille et d'autres demeurèrent à proximité de leur ancien monastère, hébergés par des amis ou des hôtes à qui ils versaient leur pension. Ils s'activèrent, souvent au péril de leur vie, à porter secours aux fidèles, privés de prêtres. Quelques-uns, dénoncés aux comités de surveillance locaux furent arrêtés et mis en détention « *pour fanatisme religieux* » et une minorité fut contrainte à l'exil.

Les religieux ayant abandonné leur couvent, la convoitise attise une partie de la population, avide de s'approprier leurs richesses. Des conflits locaux surgissent alors, auxquels les autorités locales répondent en ayant recours à la force publique, *"le 16 mai 1792, vers 5 heures de l'après-midi, 300 personnes des environs enfoncent les portes de la chartreuse pour la piller. Le commandant du 13é régiment à Béthune, envoya 10 hommes, 1 sergent et 1 caporal pour la faire évacuer, y tenir garnison jusqu'à nouvel ordre et veiller à la conservation de tout ce qui dépendait de cette maison »*.

La chasse aux religieux reprend en 1793 avec l'arrêté départemental du 4 août, ordonnant la « *réclusion des prêtres réfractaires, âgés de 60 ans et plus* ». Elle est poursuivie l'année suivante par la Convention décidant la déportation des « *prêtres et religieux détenus et âgés de moins de 60 ans* ».

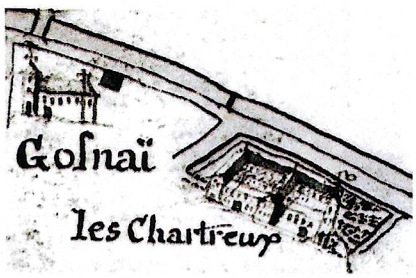


Schéma de l'église paroissiale et du Val Saint-Esprit peu avant la Révolution

Que sont devenus les religieux après la fermeture du Val Saint-Esprit ?

- Dom Louis Delpierre, a été le dernier prieur du Val Saint-Esprit (1778-1791). Né le 10 mars 1719 à Saint Omer, il était profès de la chartreuse du Val Sainte-Aldegonde à Longuenesse. Il fut nommé prieur de Gosnay par le Chapitre général de 1778, alors qu'il exerçait la charge de procureur à Abbeville. Dom Louis assuma avec dignité les drames de sa communauté mais ne put s'opposer à la fermeture de son couvent et à la liquidation de ses biens. Il conserva jusqu'au bout, une influence sur ses frères de religion et lorsqu'il choisit en 1791 d'opter pour la vie commune à la maison refuge de La Boutillerie, toute la communauté le suivit (à l'exception de son sacristain Dom Jérôme Robbe et de Dom Bréson).

Après son expulsion de la Boutillerie, Dom Louis se retira dans la région de Saint Pol où il fut arrêté et incarcéré le 1er février 1793 sous l'inculpation de *"non prestation de serment civique et avoir exercé la prêtrise à Lillers"*. Sa demande d'élargissement de la maison d'arrêt de Saint Pol en avril 1793, fut rejetée au motif suivant, « *le citoyen Delepierre a été dénoncé comme suspect d'avoir émigré, le district se charge de remplir à son égard le voeu de la loi"*. Il serait mort dans les geôles d'Arras en 1794 à l'âge de 75 ans.



Trois Pères chartreux dans leurs stalles à l'église

- Jean François Robbe, dit Dom Jérôme, était né le 28 février 1746, à Hermin dans le Pas de Calais. Profès du Val Saint-Esprit en 1768, il en était le sacristain en 1773. En 1791, il épousa les thèses révolutionnaires en intégrant le Comité de surveillance d'Houdain où on le disait *"ex-chartreux, mais bon patriote"*. Il fut nommé « *curé constitutionnel* » par Joseph Le Bon en mars 1794.

- Augustin Joseph Marie Broncquesaulx, né le 8 avril 1722 à Robecq, fut profès du Val Saint-Esprit le 17 janvier 1745 et y était coadjuteur en 1761. Le 29 mai 1793, il adressait une demande au District Révolutionnaire de Béthune *"tendant à obtenir un délai moral pour se rendre dans la maison de réclusion à Arras »*. Si l'autorisation lui fut accordée de rester provisoirement « *détenu dans ses foyers sous la surveillance de la municipalité de Béthune* », il aurait été par la suite, mis en détention à Douai, sous la Terreur.

- Joseph Genin, profès du Val Saint-Esprit du 13 septembre 1746, y était vicaire en 1757, procureur en 1762 puis l'« *Antiquior* » (l'ancien) en 1791. Il fut emprisonné à Arras le 29 janvier 1794 parce que « *insermenté* » et y mourut le 10 prairial de l'an II. Le registre de la prison du Vivier précise qu'il était "*âgé de 65 ans, natif ou originaire du Brabant, au diocèse de Verdun*".

- Louis Joseph Bréson, dit Dom Etienne, était né à Lille le 26 novembre 1754. Profès du Val Saint-Esprit du 28 novembre 1775, il déclara le 28 mai 1790, « *être déterminé à rester dans son état, mais dans sa maison seulement* ». Retiré à Lille après la suppression de son couvent, il obtint un certificat de civisme le 18 germinal an II (7 avril 1794) après avoir prêté le « *serment d'égalité et de liberté* ».

- André Bonaventure Joseph Bailly, dit Dom Bonaventure, était né à Bourecq le 1 août 1764. Profès des moines de Gosnay du 7 août 1785, il était vicaire de « *Bunnette* » (diocèse d'Arras) en 1804.

- Louis Alexis Braibant, dit Dom Bernard, était natif de Namur. Profès du Val Saint-Esprit du 12 septembre 1756, il en fut le procureur de 1775 à la fermeture de la maison. Dom Bernard est décédé durant son séjour à la Boutillerie le 13 mars 1792.

- Balthazar Joseph Senellart, dit Dom Antoine Joseph, était né à Merville le 2 février 1739. Profès du Val Saint-Esprit du 23 septembre 1760, il fut successivement sacristain de Gosnay en 1769, hôte de Douai en 1771 puis vicaire du Val Saint-Esprit de 1786 à 1791. Dom Antoine suivit sa communauté à la maison refuge de la Boutillerie en 1791, mais refusa de prêter le serment de liberté et d'égalité après son expulsion de 1792. Il aurait émigré à Buren près de Patenborn avec le vicaire des moniales du Mont Sainte-Marie et quelques unes d'entre elles.

- Nicolas Charles Augustin Goubau, dit Dom Augustin, était natif de Westcappel (Ypres) mais demeurait à Estaires lors de son entrée au Val Saint-Esprit où il fit profession religieuse le 11 juin 1754. Expulsé de la Boutillerie en 1792, son décès fut annoncé par le Chapitre général de 1796, sans autre précision.

- Albert Joseph Leroy, dit Dom Anthelme, était né le 24 novembre 1752 à Estaires (Nord). Profès de Gosnay du 20 juin 1773, il fut hôte de Val Saint-Georges d'octobre 1781 à novembre 1786 et revint à Gosnay. Il se retira avec sa communauté à la maison de regroupement de La Boutillerie en 1791, mais ne laissa aucun souvenir après son expulsion en 1792.

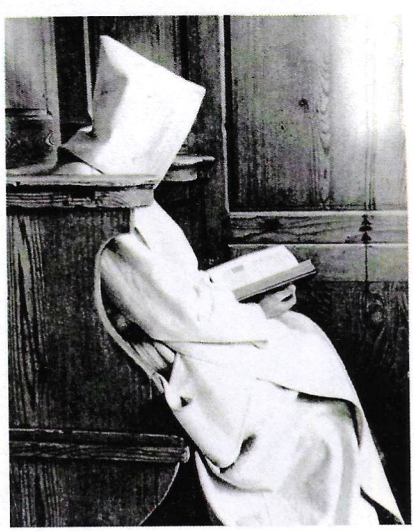
- Pierre Joseph Wargnies, dit Dom Georges, était natif de Maroilles (Nord). Profès du Val Saint-Esprit du 21 mai 1775, il suivit son prieur à La Boutillerie en 1791. Après son expulsion de 1792, Dom Georges n'est plus apparu dans les archives régionales ou cartusiennes.



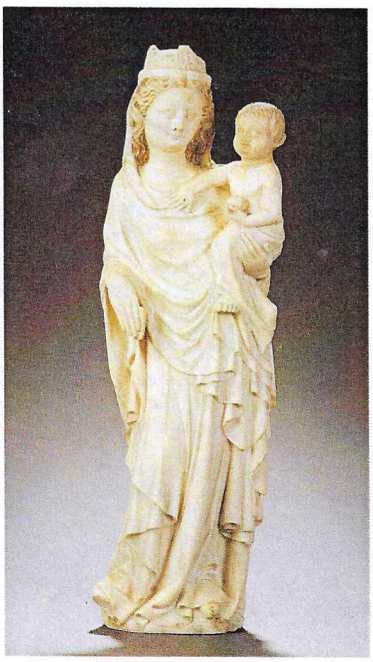
L'escalier monumental et sa rampe en fer forgé, dans le hall de l'hôtel de la Chartreuse du Val Saint-Esprit. *(Droit réservé)*



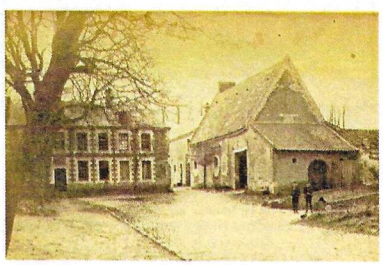
Bon Albert Briois Premier Président du Conseil d'Artois, apparenté à la dernière prieure du Mont Sainte-Marie. *(Archives départementales du Pas de Calais 4J 472/9)*



Un chartreux en prière au « Cubiculum ». *(Collection Roger Potier)*



La Vierge à l'Enfant, statue d'albâtre offerte en 1329 par Mahaut d'Artois aux moniales de Gosnay, classée monument historique en 1915 ; elle est au musée d'Arras depuis 1978



La maison des pères directeurs du Mont Sainte-Marie, avant 1899



Ancienne porte menant de l'hôtellerie au petit cloître du Val Saint Esprit

- Jacques Marielle, frère donné chez les chartreux du Val Saint-Esprit, demeurait Houdain le 23 octobre 1794, où il était jardinier.

La liquidation des biens du Val Saint-Esprit,

Pour faciliter la mise en vente du couvent et l'expulsion de ses religieux, les révolutionnaires s'en prirent d'abord aux équipements, mobiliers et objets d'art du couvent. Les principaux locaux comme l'église, la bibliothèque, la sacristie mais aussi différents tableaux et objets « *jugés non nécessaires à l'usage actuel des religieux* » furent mis sous scellés le 8 février 1791 mais laissés sous la responsabilité du domestique du prieur et du Père procureur « *jusqu'à révocation du monastère* ».

La liquidation des biens du couvent, méthodique, débute officiellement le 15 décembre 1790 par l'adjudication d'une maison rue du Carnier à Béthune. Elle sera suivie par les ventes successives du refuge, de six autres maisons à Béthune (dont une rue du Carnier, deux derrière l'église Saint Vaast et une autre attenante à la chapelle Saint-Eloi) puis de leur terrier (221 mesures de bois, prairies, terres à labour et une houblonnière sur Gosnay, Hesdigneul et Labuissière).

Chacune des 13 maisons du refuge de Béthune est vendue séparément entre le 4 février et le 17 avril 1791 et les jardins du refuge font l'objet d'une vente par lot le 4 février 1791, « *un terrain planté de groseillers, trois jardins loués et un jardin clos de murailles* ». A lui seul, le traiteur Guislain Joseph Pignon, de Béthune, se porte acquéreur de 3 maisons et d'un jardin, alors que Jean Baptiste Delattre, trésorier des troupes de Béthune, achète une des maisons dans Béthune et le jardin du refuge, clos de murailles. Pour sa part, Jean Baptiste Taffin, administrateur du district révolutionnaire de Béthune, futur acquéreur de la chartreuse du Mont Sainte-Marie, achète la plus grande maison, constituée de «*3 places basses, cour, bûché, cave, chambres à l'étage, grenier, citerne et jardin plus une écurie à usage du Père procureur et une cour servant de passage pour accéder aux jardins du refuge* ».

Le terrier des Pères chartreux est liquidé le 12 février 1791. Réparti entre Gosnay *(91 mesures ½ et 17 quartiers)*, Hesdigneul *(94 mesures ½ et 3 quartiers)* et Labuissière *(26 mesures 10 quartiers)*, il comprenait,

- 2,5 mesures et 10 quartiers de bois sur Hesdigneul et La Buissière
- 36 mesures et 6 quartiers de prairies, plus 5 quartiers de houblonnières à Gosnay
- 173 mesures ½ et 9 quartiers de terres à labour répartis sur les trois communes.

- les 29 et 30 mars 1791, lors de la vente des chevaux, fourrages et ustensiles de labour du Val Saint-Esprit, le prieur est autorisé à acheter une vache et son domestique, deux chevaux, alors que Jean Baptiste Annebicque, meunier et maire de Gosnay achète 1 porc, 1 chariot et 2 charrues.
- du 13 juin au 18 juillet 1793, « 2204 *objets d'art (meubles, effets et autres objets d'art, dont les nappes et burettes) provenant des maisons religieuses sont dispersés par une vente en l'église des Capucins* ».

L'arpentage de l'enclos du Val Saint-Esprit est réalisé le 19 mars 1791 mais l'estimation du site n'est fixée que le 24 août, à 35 000 livres. Elle sera ramenée à 32 000 livres le 26 octobre 1791, après la vente des « *boiseries, grilles et différents autels* ».

La vente du couvent et de l'enclos a été réalisée par adjudications. La première, le 8 novembre 1791, est reportée au 22 novembre, par « *l'absence d'enchérisseurs* ». La seconde, présidée par Jean Baptiste Taffin, voit s'affronter François Joseph Brady, marchand de meubles et le notaire

arpenteur Dufresne, tous deux de Béthune. Brady acquiert au 3é feu la propriété pour 75 300 livres. Il en cède le lendemain, les 26/75é, « *le corps de logis neuf, la chapelle attenante, les jardins, pièce d'eau, vergers et arbres y croissant, le terrain dans l'enclos, y compris la muraille que Brady ne pourra détruire, ni faire abattre*», à Joseph Marie Anne De Moyria, lieutenant colonel du 45é régiment d'infanterie en garnison à Béthune et le 26 février 1793, Brady obtient l'autorisation de démolir le « *grand cloître, les cellules des religieux, trois écuries et deux bâtiments de la ferme* ».



La résidence familiale des Gamot avant 1938

La reconversion du site du Val Saint-Esprit

Vidé de ses religieux et défiguré par la démolition des bâtiments conventuels, le monastère du Val Saint-Esprit connut alors plusieurs formes de reconversion.

Une fois les travaux de démolition terminés, Brady et De Morya disparaissent des archives communales au profit de Jean Baptiste Wastelier, homme de loi à Douai qui installe sa jeune maîtresse « *en son château de Gosnay* » en l'an V de la République. Il la rejoint une fois son divorce prononcé à Douai et y demeure avec sa famille jusqu'à leur départ prés de Falaise, fin 1833.

La propriété est reprise par Stanislas Gamot, salineur de Béthune, qui, le 12 janvier 1834, fait procéder à une enquête «*commodo relative à la fabrique de sucre qu'il compte créer dans l'enceinte de l'ancienne chartreuse du Val Saint-Esprit* »

Messieurs Gamot, père (Fidèle, 1795-1867) et fils (Stanislas Laurent, 1823-1893) développeront alors, sur les fondations des bâtiments conventuels, une des sucreries les plus importantes du secteur. Florissante jusqu'en 1893, la sucrerie fut reconvertie par Georges Stanislas (1883-1949) en une laiterie - fromagerie dont le rayonnement économique prospéra jusqu'en 1938.

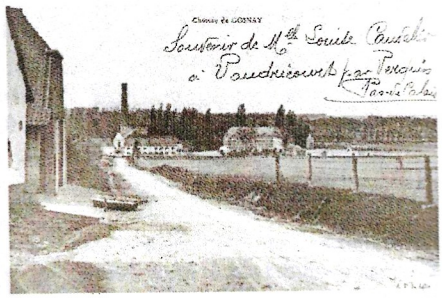
Durant ces périodes, l'ex-hôtellerie des Révérends Pères chartreux a toujours été préservée, à usage de résidence familiale des Gamot à qui la population locale donna le nom de « *château Gamot* ».

Outre leurs activités industrielles, Stanislas et Georges Gamot exercèrent une influence déterminante sur le développement de la commune qu'ils gérèrent comme leur propre entreprise pendant plusieurs décennies. Stanislas fut maire de Gosnay de 1852 à 1871 puis de 1872 à 1892 et Georges de 1912 à 1919 puis de 1929 à 1938. Ils sont à l'origine de la restauration de l'église en 1876, de la création des écoles communales pour garçons et filles en 1880, d'une mairie attenante puis d'une agence postale en 1893.

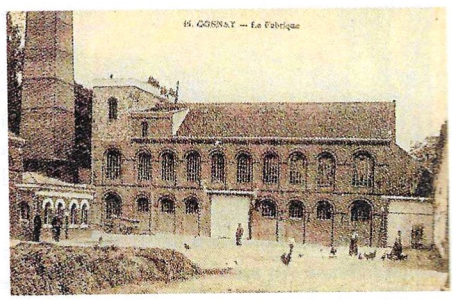
Ils adoptèrent surtout une attitude paternaliste envers la population, par la mise à disposition de terrains pour des jardins ouvriers, la création de société de prévoyance et de nombreuses autres sociétés comme la fanfare ouvrière, la société de « *coulonneux* » (pigeons voyageurs), un club de football, etc... Si leur départ en 1939 marqua la fin de leur activité industrielle, ces sociétés perdurèrent encore longtemps.

L'ensemble de la propriété fut repris en 1939 par la Compagnie des mines de Bruay qui y créa une cité ouvrière, le 17 ter, au sein de la ferme et trois logements d'ingénieurs dans le « Château de Monsieur Gamot ».

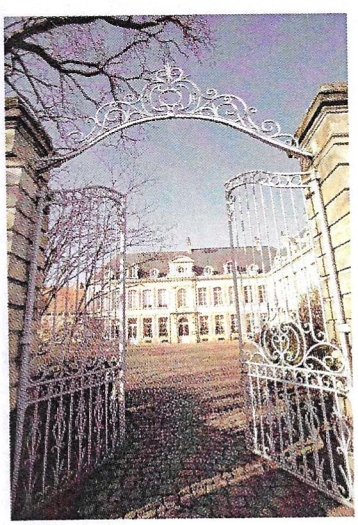
En 1966, les Houillères nationales cédèrent le « *château Gamot* » au Ministère de la Justice qui y implanta un Foyer d'actions éducatives d'une vingtaine de lits pour grands adolescents et adolescentes placés par les Juges pour enfants de Béthune ou du département. Le transfert du Foyer sur Béthune en 1982, amena le service des Domaines à vendre l'immeuble et les jardins attenants, mais leur état de délabrement découragea un bon nombre d'acquéreurs potentiels.



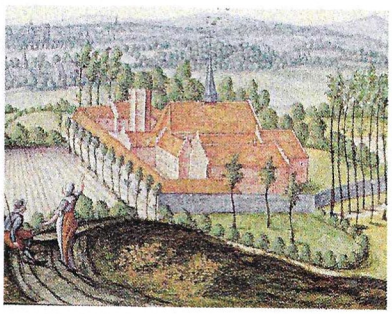
La rue allant d'Hesdigneul à la sucrerie Gamot en 1915



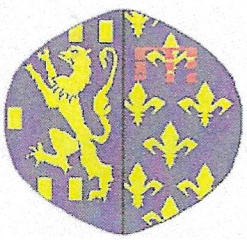
Intérieur de la cour de ferme des Gamot avant 1938



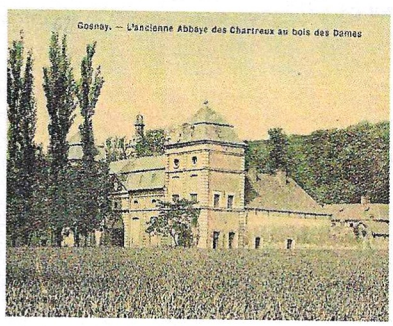
Le portail d'entrée de l'hôtel restaurant en 1984



Vue générale de la chartreuse du Mont Sainte Marie (Collection de Cröy, vers 1610)



Les armoiries de la comtesse Mahaut d'Artois, adoptées par le Mont Sainte Marie



La chartreuse des moniales de Gosnay au début du XXe siècle



Sainte Roseline, moniale Chartreuse de Bertaud puis prieure de la Celle Roubaud (Var) où elle est morte en 1329

La création en 1984 du complexe hôtelier « *la chartreuse du Val Saint-Esprit* » est donc tout à l'honneur de Jean et Armelle Constant qui ont su donner au site de l'ancienne chartreuse de Gosnay, une nouvelle renommée internationale.

L'intégralité du site est inscrite au rôle complémentaire des monuments historiques depuis le 10 juin 1986 et s'il ne reste de la Chartreuse qu'une bonne partie du mur de clôture, le portail d'entrée et l'Hôtellerie du couvent, l'architecture de l'ex-site industriel des Gamot, présente beaucoup d'intérêt.

La Chartreuse du Mont Sainte-Marie

La mort subite de Thierry d'Hireçon en 1328 ne lui laissa pas le temps nécessaire pour mener à terme son projet de fonder une chartreuse pour moniales à Gosnay. Il revint alors à la Comtesse Mahaut, son exécutrice testamentaire, de reprendre cette charge.

Elle fit d'abord vendre les biens personnels de l'Evêque d'Arras sur Paris et quelques uns en Artois, au profit de la dotation des maisons religieuses de Gosnay, mais sa propre mort, en novembre 1329, quelques mois après celle de Thierry, faillit compromettre définitivement la fondation du couvent. Sa fille Marguerite, comtesse de Flandres, assura heureusement l'existence de la maison avec quelques autres généreux bienfaiteurs, mais l'Ordre des chartreux ne reconnaît que Mahaut comme fondatrice du Mont Sainte-Marie. Selon l'usage, le Mont Sainte-Marie adopta les armoiries de la comtesse « *parti au 1er d'azur semé de billettes d'or au lion du même brochant sur le tout, et au 2é d'azur semé de fleurs de lys d'or brisé d'un lambel à 3 pendants de gueules, chargé chacun de 3 châteaux d'or* ». Plusieurs autres formes d'armoiries furent par la suite attribuées au Mont Sainte-Marie, bien qu'elles n'aient jamais été reconnues par l'Ordre.

Les premières moniales vinrent de la chartreuse de Salette (Isère) en 1329 mais l'église du couvent ne fut achevée qu'en 1341. Malgré des débuts particulièrement difficiles, Mont Sainte-Marie a rapidement contribué au développement de l'Ordre, puisqu'en 1346, six moniales de Gosnay, partirent fonder « *Sainte-Anne au désert* » à Bruges.

De 1329 à 1791, la maison a accueilli plusieurs centaines de religieuses issues souvent des « *grandes familles seigneuriales* » de la région. A ce titre, le couvent s'est attiré les largesses de très nombreux donateurs. Comme toutes les autres communautés religieuses du secteur, les moniales de Gosnay se repliaient, durant les conflits militaires, dans leur refuge à Béthune, près de la porte d'Arras. Leur jardin donnait sur les remparts. L'immeuble, complètement isolé, offrait aux religieuses un asile sûr et tranquille qui leur permettait de continuer leurs exercices religieux.

Les moniales, soumises aux mêmes règles de vie monastique que les Pères; silence, chasteté, pauvreté, prières, méditation, jeûnes, etc... avaient toutefois un mode de vie qui les différenciaient de leurs homologues masculins.

- leurs cellules (de modestes chambrettes) étaient situées dans un dortoir et le couvent pouvait accueillir (selon les revenus de la maison), 30 à 50 religieuses de chœur, auxquelles s'adjoignaient une vingtaine de sœurs converses et données.

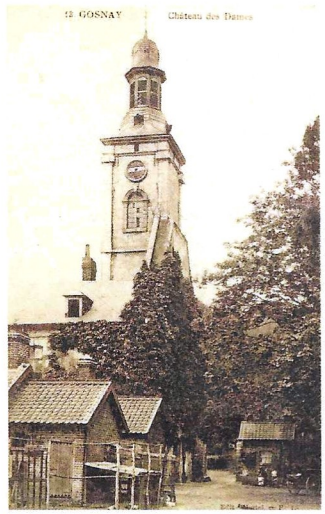
La chartreuse du Mont Sainte-Marie dénombrait

- en 1544, 27 religieuses et 5 postulantes
- en 1606, 37 religieuses, 5 converses, 17 données et 4 religieux
- en 1740, 40 religieuses, 3 prêtres directeurs et 4 frères

- contrairement aux Pères chartreux, les moniales ne quittent jamais leur maison de profession. Entrées au couvent entre 14 et 20 ans pour y apprendre le chant et s'initier aux règles de la maison, les novices faisaient leur « *profession religieuse* » aux environs de leur vingtième anniversaire. Totalement isolées du monde et de leur famille, elles vivaient en communauté (parfois plus de 60 années), sans connaître d'autre horizon que leur petit espace conventuel, allant de la cellule à l'église, du cimetière au jardin, du réfectoire au chapitre ou exceptionnellement de leur maison au refuge de Béthune...

L'histoire du Mont Sainte-Marie a été souvent marquée de faits mystérieux ou merveilleux. Plusieurs témoignages cartusiens évoquent ces religieuses qui se singularisèrent par des excès de mysticisme ou une certaine propension aux miracles. Ces comportements attiraient les foules, troublaient le calme de la maison et inquiétaient le Chapitre Général.

Entre 1719 et 1720, un drame économique faillit compromettre l'existence même du couvent, "*différents particuliers, profitant de l'invention du papier-monnaie de John Law, financier écossais, remboursèrent aux religieuses 80 000 livres de capitaux de rentes constituées. L'année suivante, ce fut une banqueroute sans précédent et les pauvres religieuses perdirent plus des trois quarts de la somme précitée. La diminution des revenus de la maison conduisit par nécessité à restreindre le nombre de religieuses et la communauté fut contrainte de demander au Général de l'Ordre, l'autorisation d'exiger des futures novices une somme de 3000 livres comme dot. Cette permission leur fut accordée jusqu'à ce qu'une partie de leurs pertes eût été réparée et qu'elles se fussent procuré d'autres revenus*". A la veille de la Révolution, Mont Sainte-Marie commençait à peine à se redresser financièrement et le couvent ne comprenait plus que 19 religieuses de chœur et une novice, 11 données et une novice et trois pères directeurs.



Le campanile des moniales de Gosnay au début du XXe siècle. *(Collection Roger Potier)*

Au moment de leur expulsion en 1792, les religieuses se dispersèrent dans leur famille ou dans les villages avoisinants, persuadées qu'elles réintégreraient leur couvent une fois les événements passés. Mère Marie Albertine Briois, fille du Président du Conseil Supérieur d'Artois, 29éme et dernière prieure du Mont Sainte-Marie, fut arrêtée chez son frère à Arras où elle vivait très retirée. Condamnée pour fanatisme religieux, elle fut guillotinée sur la place d'Arras le 27 juin 1794.

La propriété fut vendue le 18 pluviôse de l'an 2 au profit du citoyen Jean Baptiste Taffin, homme de loi et membre du Conseil du District Révolutionnaire de Béthune. Une fois l'église et quelques bâtiments conventuels démontés, Mont Sainte-Marie devint une ferme que la famille Taffin appelait le « *château des petits ébats* ».

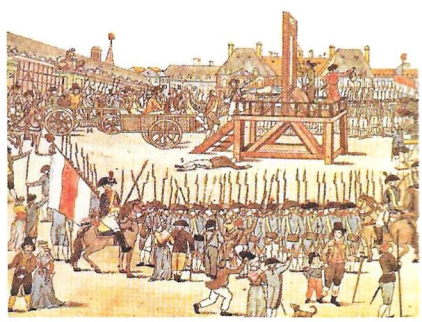


Illustration d'une exécution par la guillotine sous la Terreur. *(Collection Roger Potier)*

Le 25 octobre 1899, la Compagnie des Mines de Bruay acheta la ferme Taffin pour en faire la cité ouvrière n° 17, que l'on nomme toujours aujourd'hui « *le château des Dames* ». Voué à la démolition par les Houillères Nationales en 1976, le château des Dames ne doit sa survie qu'à une poignée de personnes réunies en association de sauvegarde qui réussit à sauver le bâtiment de « *la Porterie* » en y faisant aménager 8 logements en 1982.

Le château des Dames a perdu aujourd'hui son identité de cité minière. La population qui y vit n'est pas adaptée à la qualité du site et les dégradations y sont de plus en plus importantes. L'environnement, défavorable, en fait une sorte de ghetto social à l'écart de l'agglomération et le devenir du site, pourtant exceptionnel, préoccupe les historiens et une partie des décideurs politiques locaux.

L'intégralité du Mont Sainte-Marie (emprise et bâtiments) est inscrite au Rôle Complémentaire des Monuments Historiques depuis le 10 juin 1986, mais cette mesure administrative n'apporte malheureusement aucune garantie de survie au site. Pourtant, cette Chartreuse est la seule de l'Ordre à présenter encore aujourd'hui, des vestiges médiévaux qui pourraient aider à mieux comprendre l'histoire, l'organisation et le mode de vie de ces moniales. Son intérêt historique et archéologique est tellement exceptionnel que le département histoire de l'Université d'Artois l'a investi en 1998, pour des recherches historiques et des sondages archéologiques. Au vu des premiers résultats obtenus, le Ministère de la Culture a accordé aux universitaires un programme pluriannuel de fouilles archéologiques et leurs travaux attirent maintenant l'attention d'autres chercheurs européens et de représentants du Ministère de la Culture. Tous s'accordent à reconnaître l'intérêt exceptionnel du lieu et son classement en qualité de « *monument historique* », évoqué ces derniers temps, présenterait peut-être plus de garanties pour sa conservation et sa valorisation.



La porterie du Mont Sainte-Marie, avant et après 1982.
(Collection Roger Potier)

